



**Discours
du Secrétaire général parlementaire
de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie,
M. Jacques Krabal**

**Conférence des présidents
Région Europe
Bucarest- 20-21 mai 2018**

Madame le premier Ministre de Roumanie

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Président de la chambre des Députés

Madame la maire de Bucarest

Madame la Présidente de la section de l'APF, chère Simona,

Monsieur le Chargé de mission, cher Jean-Paul,

Chers collègues députés,

Mesdames et messieurs les membres du corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les directeurs,

Chers amis de la Francophonie,

C'est avec un immense plaisir que je m'adresse à vous, à l'occasion de l'ouverture de cette conférence des Présidents de la Région Europe, ici, en Roumanie où la langue française est « désirée, aimée, savourée » pour reprendre les mots de l'écrivaine sénégalaise Fatou Diome. Chez vous, la langue française représente une véritable langue de cœur. Chez vous, la Francophonie est vivante ; elle est vibrante ; elle est concrète.

La langue française a même été parfois considérée, dans l'histoire récente de votre pays « comme une stratégie individuelle de défense, dans un contexte qui visait la destruction des individualités par l'embrigadement ou l'endoctrinement ». Ainsi, pour certains intellectuels, la tradition francophone et francophile roumaine a certainement constitué un refuge identitaire pour le peuple roumain éveillant par là même un sentiment de fierté nationale.

La diversité culturelle et linguistique qui fait l'une des richesses de votre pays nous incite à concrétiser la Francophonie des peuples et des cultures à laquelle nous aspirons tous.

C'est dire l'émotion que je ressens à m'exprimer devant vous, Madame la Première Ministre, Monsieur le président de la Chambre des députés, dans ce palais monumental, que j'ai vu en construction il y a quelques années et qui malgré l'histoire auquel il se rattache nous invite plus que tout au monde, en tant que parlementaires francophones et francophiles, à ne jamais oublier la pensée de Léopold Sédar Senghor : « **Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant** » ! Ici, en ce lieu elle résonne d'une force encore plus forte.

Permettez-moi donc de remercier chaleureusement la section roumaine, qui a bien voulu accueillir cette activité, et plus particulièrement sa Présidente, Mme Simona BUCURA-OPRESCU et M. Jean-Paul WAHL pour m'avoir convié à cette réunion. Vous qui représentez les sections européennes de notre Assemblée, vous savez mieux que quiconque la nécessité de partager et d'échanger pour que notre assemblée parlementaire de la Francophonie puisse répondre aux attentes des Etats et des populations de l'espace francophone.

C'est pourquoi j'éprouve également une grande fierté à m'exprimer pour la première fois devant vous en qualité de Secrétaire général parlementaire. Mais ces sentiments personnels n'ont que bien peu d'importance au regard des enjeux qui sont les nôtres. Ce lieu, ce pays, ce continent de l'esprit, nous invitent à porter le regard plus loin, vers les grands défis qui se profilent à l'horizon et qui nous concernent directement, nous, parlementaires francophones réunis au sein de l'APF.

J'aimerais partager quelques réflexions et 3 **convictions** sur lesquels je souhaite que nous puissions débattre dans nos sections et éventuellement engager nos parlements dans les années à venir afin d'aboutir à des propositions d'actions concrètes.

Mesdames et Messieurs,

Les bouleversements technologiques, sociologiques démographiques et environnementaux actuels: réchauffement climatique, conflits armés, terrorisme, immigration... représentent autant de défis à relever que d'opportunités à saisir. Nous avons l'obligation d'observer en toute lucidité ce monde lourd de menaces et de progrès éclatants.

Depuis que j'ai pris mes fonctions de Secrétaire général parlementaire, en février dernier, **j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec différents acteurs de la Francophonie** et de mesurer combien leur implication rejoignait la nôtre. Tous ont affirmé leur volonté d'une Francophonie respectueuse des diversités et plus solidaire. Tous demandent plus de Francophonie. Et une Francophonie **plus politique** et **plus audacieuse !**

Oui, tous l'ont affirmé. Jean-Paul Wahl était l'un des premiers à m'en faire part. Et j'aime à rappeler que **ma première conviction** reprend la sienne dans son rapport de 2016 :

« La vocation première de la Francophonie est de conforter et d'accroître l'usage de la langue française tout en promouvant la diversité linguistique dans le monde ainsi que dans la vie diplomatique et internationale » en respectant la diversité linguistique. C'est d'ailleurs ce qu'a repris le Président de la République française, M. Emmanuel Macron, lors de l'annonce de sa stratégie internationale

en faveur de la langue française et du plurilinguisme, le 20 mars dernier, à l'académie française.

En tant que parlementaires de la Francophonie, nous avons l'obligation de promouvoir la langue française dans les instances internationales, surtout ici en Europe. Et cela doit être notre engagement

D'autant plus, ici, en Europe où la langue française perd de son influence... D'ailleurs, les députés africains francophones s'en inquiètent. Eux qui se battent aujourd'hui, parfois dans des conditions difficiles, pour défendre la langue française. Et ils posent la question pour demain avec la démographie qu'ils connaissent.

Mesdames et Messieurs,

J'ai pu le constater la semaine dernière, lors de la Régionale Afrique au Cap Vert. Dans ce pays lusophone, l'expression dans les instances internationales dont ils sont membres se fait en français. Voilà un exemple que nous devons suivre.

C'est pourquoi, je suis très heureux que grâce à l'audace de Stéphane Lopez, ambassadeur de l'OIF à l'Union Européenne et avec ma détermination, le forum des eurodéputés francophones s'est enfin reconstitué, le 25 avril dernier. Un bureau a été reconstitué avec à sa tête M. Thierry CORNILLET. Et je veux remercier publiquement Mme Norica NICOLAI, Mr Cristian Silviu BUSOI, deux eurodéputés roumains qui font partie de ce bureau. Ils montrent une nouvelle fois l'ambition de la Roumanie à faire partie des chefs de file de la Francophonie.

Je me réjouis particulièrement du retour de cette section. La recomposition de cette section nous montre aussi que, lorsque nous travaillons en étroite collaboration avec l'OIF, il nous est possible d'engager ce processus pour qu'au cours de la prochaine législature européenne, tout soit mis en œuvre pour que le plurilinguisme soit de mise dans les instances européennes.

La recomposition de cette section prendra, je l'espère, une dimension politique plus grande encore, quand dans les prochains mois, la Grande-Bretagne quittera l'Union Européenne. Il sera alors important de nous positionner, nous les pays et Etats francophones, afin de promouvoir la place de la langue française dans la nouvelle architecture européenne.

N'oublions pas que parmi les 27 Etats-membres de l'Union européenne, 17 sont également membres de l'OIF que de nombreux autres sont francophiles. Coalisons nos forces pour redonner à l'UE le visage de la diversité linguistique qui était au fondement de son pacte originel !

Dans ce contexte, cette section nouvellement reconstituée pourrait jouer un rôle important afin de nous informer régulièrement quant à l'usage et à l'évolution du français dans les instances européennes.

Monsieur LOPEZ nous fera part de ses réflexions sur cette question lors de notre réunion.

Le français dans nos institutions c'est important mais le rayonnement de la langue française passe aussi par l'apprentissage de la langue le plus tôt possible et par le plus grand nombre. Nous y reviendrons cet après-midi avec les interventions des responsables des diverses institutions francophones que je remercie pour leur engagement. Et je tiens à saluer le système éducatif roumain. La langue française y occupe une place importante. A l'heure actuelle, environ un million et demi d'élèves apprennent le français à l'école en tant que première ou deuxième langue étrangère et l'enseignement bilingue s'est développé dans quelque 63 lycées du pays. Plus de 10 000 professeurs l'enseignent.

Nous devons avoir l'audace d'encourager l'apprentissage du français comme langue de culture mais aussi comme langue utile d'un point de vue de l'économie, des affaires, de l'entrepreneuriat, de l'innovation. **Et c'est ma seconde conviction que je veux développer.**

Dans un contexte de compétition linguistique mondiale, une langue n'a d'avenir que si elle est porteuse d'avantages personnels et collectifs. Et nous avons tous conscience que le potentiel économique de l'espace francophone est aussi une réalité. La Francophonie représente déjà près de 20% des échanges économiques mondiaux. Nous pouvons encore faire davantage pour que l'usage de la langue française soit synonyme d'un surcroît d'opportunités et dessine une véritable perspective d'avenir pour notre jeunesse.

C'est d'autant plus vrai en Europe. Depuis l'Antiquité, notre continent est une terre d'innovation, le berceau de certaines des plus grandes découvertes scientifiques du monde : les noms de Galilée, de Copernic, de Newton, de Lavoisier font partie de notre panthéon européen ; le berceau des avancées médicales les plus décisives, fer de lance, des

sciences humaines, sociales ; de la connaissance de l'homme et du vivant ; de la photographie, du cinéma, de l'industrie automobile aussi...

Mais l'Europe s'est laissée distancer par les Gafa ou l'Asie dans le domaine de l'innovation technologique. Face à cette situation, ne rendons pas les armes de la compétition technologique mondiale. Faisons preuve, aujourd'hui encore, comme nous l'avons fait hier, d'esprit d'audace et de création !

Nos parlements doivent encourager l'innovation, légiférer pour lutter contre la corruption qui nuit à l'environnement socioéconomique, favoriser l'aide aux initiatives économiques ou à la création d'un label francophone reposant sur une éthique sociétale. Et je sais à quel point la section Europe y travaille. Les résolutions de la Régionale Europe de 2016 en témoignaient déjà.

Mesdames et Messieurs,

Mais nous ne pouvons plus fermer les yeux et nous boucher les oreilles : **le doute s'instille dans les rangs de nos peuples devant les inégalités croissantes, par exemple dans les domaines commerciaux.** Avec la **montée du populisme et des extrémismes** qui sont **autant d'interpellations à notre vigilance** et qui nécessitent surtout **d'apporter des réponses concrètes aux attentes** de nos concitoyens. Les murs, les barrières, le protectionnisme ne peuvent pas être les valeurs de l'Europe comme elles ne sont pas les valeurs de la Francophonie. **L'espace francophone se doit d'investir les instances comme l'OMC pour peser davantage dans les échanges internationaux pour plus de régulation.**

L'Europe ne serait pas l'Europe sans ses valeurs de paix, de démocratie, de tolérance et de nuance. Nous avons une certaine idée de la dignité humaine, de l'égalité devant la loi et de la liberté.

C'est l'ouverture de l'Europe qui a enrichi sa culture millénaire.

L'Europe, c'est la liberté de circuler, de choisir son destin, de ne pas se faire la guerre entre peuples frères, c'est l'aspiration de donner un meilleur avenir à nos enfants.

C'est **cette Europe que l'on voudrait aussi plus sociale et solidaire** et plus protectrice. Autant de valeurs reprises sur le drapeau roumain : le bleu symbole de la liberté et de l'espoir, le jaune représentant les champs de blé et la prospérité associée et le rouge symbole du sang versé pour le pays et la fraternité du peuple roumain.

Une **Europe accueillante** qui n'oublie pas que les différences sont un atout. Et surtout qu'il nous faut aider les pays et leur population dans le développement pour lutter contre la faim et la misère d'abord chez eux. C'est pourquoi nous devons renforcer les aides de l'AFD. Que **les migrations ne sont pas une menace**. Que le soutien à l'émancipation des pays les plus fragiles est un devoir moral.

Ma troisième conviction est que, nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre. Nous sommes à l'heure de vérité. L'année **2018 nous donne l'opportunité de nous pencher sur les fonctionnements de nos institutions** pour les rendre plus lisibles, plus claires et peut-être aussi plus cohérentes... Le sommet de la Francophonie en octobre à Erevan, le nouveau programme quadriennal de l'OIF, et enfin le **renouveau du cadre stratégique de l'APF** nous y incitent.

Il nous faut écrire une trajectoire politique nouvelle pour façonner une Francophonie des peuples comme le voulait Léopold Sédar Senghor mais aussi **un projet politique, en lien constant avec la société civile et la jeunesse.**

La Francophonie aujourd'hui représente un espoir pour la majorité de nos pays membres. C'est **cet espoir que nous devons incarner.** C'est ainsi qu'ensemble nous contribuerons à faire évoluer le monde vers moins d'injustices : **Une Francophonie pour transformer la mondialisation des échanges vers une mondialité humaniste.**

Permettez-moi, pour conclure, de faire résonner dans cette enceinte les **mots d'Abdou Diouf : « La Francophonie est dans son rôle lorsqu'elle se préoccupe d'économie ».**

La Francophonie politique l'est tout autant. Le défi d'Abdou Diouf est aujourd'hui le nôtre et nous devons le relever solidairement et collectivement. C'est la Francophonie politique, moderne et dynamique qui nous rassemble aujourd'hui ! C'est la Francophonie du concret.

Une francophonie ouverte sur le monde et créatrice de valeurs, source de paix et d'échanges commerciaux. Soyez assuré de mon écoute et de mon soutien.

Je vous remercie.